



**MARCHÉ DE SERVICES N° CNRS/2025/002 DU 20/12/2024
PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE ADAPTEE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP) – COMMUN AUX TROIS LOTS**

OBJET DU MARCHÉ :

Prestations de traiteur dans le cadre de la conférence EPS-HEP 2025 organisée par le CPPM – UMR7346 qui aura lieu à Marseille au Palais du Pharo du 07 au 11 juillet 2025 avec une installation le 06 juillet 2025, pour environ 850 personnes.

Marché passé en application du Code de la commande publique (CCP) et du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS).

Consultation passée selon une **procédure adaptée** en application des dispositions des articles R2123-1 3°, R2123-4 à R2123-7 du Code de la commande publique (CCP)

Le **Centre National de la Recherche Scientifique** est représenté par :

Le Pouvoir Adjudicateur, Monsieur Jérôme VITRE, Délégué régional pour la circonscription Provence et Corse.

Agissant au nom et pour le compte du Centre de Physique des Particules de Marseille (CPPM) – UMR7346 du CNRS

Table des matières

| | |
|--|-----------|
| Article 1. Objet du marché | 3 |
| Article 2. Mode de passation et durée du marché | 3 |
| 2.1. Mode de passation..... | 3 |
| 2.2. Durée du marché..... | 3 |
| Article 3. Pièces constitutives du marché..... | 3 |
| Article 4. Prestations attendues | 4 |
| Article 5. Représentant et correspondants du Titulaire | 4 |
| Article 6. Lieux et horaires d'exécution | 4 |
| Article 7. Prestations similaires | 4 |
| Article 8. Obligations et responsabilités du titulaire | 4 |
| 8.1. Développement durable | 4 |
| 8.2. Responsabilité sur les installations | 4 |
| 8.3. Responsabilité à l'égard de son personnel | 4 |
| Article 9. Documentation..... | 5 |
| Article 10. Obligation de confidentialité / Règlement général sur la protection des données (RGPD) | 5 |
| 10.1 Confidentialité | 5 |
| 10.2 Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)..... | 5 |
| 10.2.1 Obligations des parties | 5 |
| 10.2.2 Obligations du sous-traitant | 5 |
| Article 11. Sous-Traitance | 7 |
| Article 12. Prix | 7 |
| Article 13. Modalités de paiement | 7 |
| 13.1 Règlement..... | 7 |
| 13.2 Règlement et Intérêts moratoires | 8 |
| Article 14. Avance | 8 |
| Article 15. Cession - Nantissement..... | 9 |
| Article 16. Pénalités..... | 9 |
| Article 17. Assurances | 10 |
| Article 18. Clauses de réexamen | 10 |
| 18.1 Modification du marché en cas de circonstances imprévues. | 10 |
| 18.2 Cession du marché. | 10 |
| 18.3 Modification du nombre de participants..... | 10 |
| Article 19. Résiliation | 10 |
| Article 20. Litiges..... | 11 |
| Article 21. Stipulation particulière | 11 |
| Article 22. Dérogations au CCAG-FCS | 12 |

Article 1. Objet du marché

Prestations de traiteur dans le cadre de la conférence EPS-HEP 2025 organisée par le CPPM – UMR7346 qui aura lieu à Marseille au Palais du Pharo du 07 au 11 juillet 2025, avec une installation le 06 juillet 2025, pour environ 850 personnes.

- **Lot 1** : Service traiteur pour les « pauses café » du matin et de l'après-midi du lundi 07 au vendredi 11 juillet 2025 + « plateaux-repas » pour les cinq (5) déjeuners du lundi 07 au vendredi 11 juillet 2025, avec installation dès le dimanche 06 juillet 2025
- **Lot 2** : Service traiteur pour le « Cocktail de bienvenue » le lundi 07 juillet 2025
- **Lot 3** : Cocktail « Wine and Cheese » le mercredi 09 juillet 2025

Le **nombre minimum de personnes attendues** pour chaque lot est décrit à l'article 18.3 du présent CCAP.

Code CPV : 55520000-1 : Services traiteur

Article 2. Mode de passation et durée du marché

2.1. Mode de passation

La présente consultation est passée selon une **procédure adaptée**, en application des dispositions des articles R2123-1 3°, R2123-4 à R2123-7 du Code de la commande publique (CCP).

Le marché est **alloti** selon les articles L2113-1, L2113-10 et R2113-1 du Code de la commande publique (CCP).

2.2. Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification auprès du titulaire du marché.

L'exécution des prestations se réalisera du lundi 07/07/2025 matin et s'achèvera le vendredi 11/07/2025 après-midi, avec une installation la veille (dont les horaires d'installation seront précisés ultérieurement).

Article 3. Pièces constitutives du marché

Les documents contractuels du marché sont définis, ci-dessous, par ordre de priorité décroissante conformément à l'article 4.1 du C.C.A.G./F.C.S :

- 1°) L'acte d'engagement (AE) et son éventuelle annexe financière,
- 2°) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) N° CNRS/2025/002 du 20/12/2024,
- 3°) Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) N° CNRS/2025/002 du 20/12/2024,
- 4°) Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et publié au JORF du 01 avril 2021 dans sa version applicable au jour de la publication du présent marché. Il est consultable à l'adresse suivante : NOR : ECOM2106868A disponible à l'adresse : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>,
- 5°) Le cadre de mémoire technique complété par le candidat,
- 6°) L'éventuelle offre technique détaillée du titulaire venant en complément du cadre de mémoire technique,
- 7°) Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause, portée dans la proposition du titulaire ou dans une documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

Le présent marché exprime l'intégralité de l'accord passé entre les deux parties.

Article 4. Prestations attendues

Pour chacun des trois lots, le détail des prestations attendues est précisé au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) N° CNRS/2025/002 du 20/12/2024.

Article 5. Représentant et correspondants du Titulaire

Dès la notification du présent marché, le Titulaire désigne une personne chargée de le représenter auprès du CNRS. Il dispose des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions engageant le Titulaire conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS.

Dès la notification du présent marché, le Titulaire désigne sur la base de son offre un ou des correspondants privilégiés chargé(s) de suivre et faire exécuter le présent marché.

Article 6. Lieux et horaires d'exécution

Le lieu et les horaires d'exécution des prestations sont repris au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 7. Prestations similaires

Sans objet

Article 8. Obligations et responsabilités du titulaire

8.1. Développement durable

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché, sur simple demande du Bénéficiaire.

Conformément à l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, le Titulaire s'engage à respecter les conditions d'exécution en vue de la protection de l'environnement.

Le Titulaire fait ses meilleurs efforts pour réduire l'impact écologique des prestations fournies au titre du Marché, notamment :

- En traitant les déchets liés à la fabrication, au conditionnement et au transport des matériels pour en réduire les impacts écologiques négatifs ;
- En proposant des matériels économes en énergie et / ou en fluides ;
- En proposant des matériels constitués de matériaux recyclables ;
- En proposant des moyens de transport respectueux de l'environnement.

8.2. Responsabilité sur les installations

Le Titulaire se déclare responsable de toutes les installations sur lesquelles il sera intervenu.

Le Titulaire est également responsable :

- des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants par l'exécution de ses travaux,
- des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant au CNRS, par suite ou en cours de l'exécution de ses prestations,
- du matériel et des matériaux qu'il a déposés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des lieux où sera organisée la conférence.

8.3. Responsabilité à l'égard de son personnel

Le Titulaire est seul responsable des infractions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre le CNRS en cas de condamnation encourue par lui ou ses employés.

Le Titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Le Titulaire atteste que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard du Code du Travail.

Article 9. Documentation

Sans objet

Article 10. Obligation de confidentialité / Règlement général sur la protection des données (RGPD)

10.1 Confidentialité

Conformément aux articles 5.1 et 5.2 du CCAG/FCS, tant pendant le cours du présent marché qu'après son expiration et pour quelque cause que ce soit, le titulaire s'interdit formellement de divulguer les informations techniques et financières qu'il aurait été amené à connaître concernant le CNRS, ainsi que les moyens et les projets de ce dernier.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties du marché.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

10.2 Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)

10.2.1 Obligations des parties

Certaines données transmises par le pouvoir adjudicateur au titulaire en application du présent marché constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent marché et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

La réalisation des prestations par le titulaire doit ainsi respecter l'ensemble des exigences liées à la protection des données personnelles conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679 sur la protection des données.

Le pouvoir adjudicateur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues

10.2.2 Obligations du sous-traitant

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent marché, conformément aux modalités exposées par le présent marché et à toutes instructions complémentaires données par le pouvoir adjudicateur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec le pouvoir adjudicateur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition du pouvoir adjudicateur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par le pouvoir adjudicateur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer au pouvoir adjudicateur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec le pouvoir adjudicateur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent marché sans l'accord écrit préalable du pouvoir adjudicateur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations présent marché. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant le pouvoir adjudicateur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent marché, ce dernier s'engage à le notifier au pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG/FCS.

La responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables.

Par conséquent, le titulaire s'engage à remettre au CNRS l'ensemble des données clients traitées (matrices, fiches contacts...) tout au long de l'exécution du marché.

Au plus tard quinze (15) jours suivant la fin de la période contractuelle, le titulaire doit avoir transmis l'ensemble des informations clients traitées.

Article 11. Sous-Traitance

La sous-traitance doit être réalisée conformément aux dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la commande publique.

Article 12. Prix

Les propositions financières du(es) Titulaire(s) seront réputées comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations prévues dans le présent marché. Les prix proposés sont fermes et définitifs pendant toute la durée du marché.

Les prix forfaitaires sont ceux repris dans l'acte d'engagement correspondant à chacun des lots.

Les prix sont établis, hors taxes, à la date prévue pour la remise des offres et pour les prestations définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ces prix sont établis en conformité avec la réglementation des prix ; le taux de T.V.A. qui sera appliqué sera celui en vigueur au jour de la remise de l'offre.

Article 13. Modalités de paiement

13.1 Règlement

Le paiement par virement bancaire sur le compte indiqué dans l'acte d'engagement, sera effectué « après service fait ».

Ce paiement interviendra sur présentation d'une facture originale et adressée à :

**CNRS - SCTD - 0933
2 rue Jean Zay
TSA n° 61004
F-54519 VANDOEUVRE-LES-NANCY CEDEX**

La facture doit comporter les indications prévues par la réglementation et notamment les renseignements suivants :

- **la référence du présent marché,**
- **le numéro du bon de commande,**
- les nom et adresse du destinataire des fournitures,
- la désignation des fournitures livrées,
- le montant hors-taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant TTC,
- la date d'exigibilité,
- **le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,**
- **le numéro de TVA intracommunautaire du CNRS (FR 40180089013),**
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire (pour un fournisseur membre de l'Union Européenne),
- **le numéro de SIRET du titulaire,**
- L'adresse de facturation.

Si une facture ne contient pas ces mentions et indications, elle pourra faire l'objet d'un rejet.

Conformément aux articles L2192-2 à L2192-5 et D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture électronique est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Vous retrouverez un guide d'utilisation de Chorus Pro afin de déposer les factures au lien suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

A votre disposition également une plaquette d'information Chorus Pro au lien suivant :

<https://www.dgdr.cnrs.fr/dcif/Facturation-electronique/default.htm>

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- **CNRS (SIRET n°18008901303720) ;**
- **Le code service de l'entité CNRS facturée (UMR7346) ;**
- **Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (Exemple : 0887L012345) ;**
- **Le numéro du marché (Transmis au moment de la notification du marché).**

13.2 Règlement et Intérêts moratoires

Le délai de paiement des sommes dues au titre du présent marché est de 30 jours, conformément aux dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique.

En application des dispositions de l'article R2192-12, le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou, si le marché le prévoit, par le maître d'œuvre ou toute autre personne habilitée à cet effet.

Le titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre du marché, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est celui de « la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points ».

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires en application de l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est le Délégué régional pour la Circonscription Provence et Corse du CNRS - 31 Chemin Joseph Aiguier – CS 70071 - 13402 Marseille cedex 09.

Le Comptable chargé du paiement est l'agent Comptable Secondaire de la Délégation Provence et Corse du CNRS - 31 Chemin Joseph Aiguier – CS 70071 - 13402 Marseille cedex 09.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés ou contrats est le Délégué régional pour la Délégation Provence et Corse du CNRS.

Article 14. Avance

Sauf refus du Titulaire stipulé dans l'acte d'engagement et conformément aux articles R2191-3 à R2191-7, R2191-10 du Code de la commande publique une avance de 30 % du montant initial toutes taxes comprises pour chacun des marchés allotis d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois sera versée sauf en cas de renonciation du titulaire.

Le remboursement de l'avance versée à la notification du marché sera effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire conformément aux dispositions de l'article R2191-11 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du de chacun des lots du marché.

L'Option B mentionnée à l'article B.11.1. du CCAG/FCS est l'option retenue par le CNRS dans le cadre de ce marché, comme suit :

« Lorsqu'en application du Code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique pour les marchés ou à l'article R. 2391-4 pour les marchés de défense ou de sécurité, ou à un taux supérieur prévu par les documents particuliers du marché.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du Code de la commande publique ».

Le versement de l'avance ne donne pas lieu à émission d'une facture.

Article 15. Cession - Nantissement

Lors de la notification du marché, le pouvoir adjudicateur remet au titulaire à sa demande une copie de l'original de marché revêtu d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché.

Le Fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés, conformément à l'article R2191-60 du Code de la commande publique est le Délégué régional pour la circonscription Provence et Corse.

Conformément à l'article R2191-62 du Code de la commande publique, le comptable communique aux bénéficiaires du nantissement ou de la cession de créances, lorsqu'ils en font la demande, un état détaillé des oppositions au paiement de la créance détenue par le titulaire du marché qu'il a reçues.

Article 16. Pénalités

Conformément aux dispositions de l'article 14.1. du CCAG/FCS, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG/FCS.

Par dérogation à l'article 14.1.2, le montant total des pénalités ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3, il ne sera pas fait application de l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1\,000$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Lorsque le retard est imputable à l'Administration, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard.

En application de l'article 13.3 « Prolongation du délai d'exécution » du CCAG/FCS., le titulaire pourra éventuellement bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution si une cause n'engageant pas sa responsabilité fait obstacle à l'exécution du marché dans un délai contractuel. Cette demande justifiée par le titulaire ne pourra être prononcée que par le pouvoir adjudicateur délégué après avis du directeur du laboratoire CNRS – Centre de Physique des Particules de Marseille ou son représentant habilité.

En cas de circonstances échappant à la responsabilité du titulaire et le mettant dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, le titulaire se verra exonérer de pénalités de retard. Le titulaire apportera tous les justificatifs permettant d'attester que les conditions citées ci-dessus sont avérées.

Article 17. Assurances

Avant tout commencement d'exécution du marché, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurances en cours de validité au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné dans le cadre de l'exécution du marché.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché.

Article 18. Clauses de réexamen

En application des dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, des modifications au marché sont susceptibles d'être apportées dans les hypothèses ci-dessous.

18.1 Modification du marché en cas de circonstances imprévues.

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Dans ce cas, les dispositions des articles R. 2194-3 et R. 2194-4 sont applicables.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance, conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG/FCS.

18.2 Cession du marché.

Conformément à l'article R.2194-6 du Code de la commande publique, le Titulaire du marché initial peut, à la suite d'une opération de restructuration, céder le marché à un nouveau Titulaire.

La cession ne devra pas être de nature à :

- remettre en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire,
- modifier substantiellement l'économie du marché.

Le cessionnaire pressenti devra :

- avoir la capacité et les pouvoirs requis pour devenir partie au présent marché et exécuter les obligations à la charge du Titulaire ;
- présenter des garanties professionnelles, techniques et financières suffisantes lui permettant d'assurer la bonne exécution du présent marché pour la durée restante de celui-ci.

La cession est subordonnée à l'autorisation expresse du Pouvoir adjudicateur qui se réserve le droit de refuser la cession si le cessionnaire pressenti ne présente pas les qualités et garanties requises et exposées ci-dessus.

18.3 Modification du nombre de participants

Conformément aux articles L2194-1 et R2194-1 du CCP, des modifications pourront être apportées quant au nombre total de participants estimé à 850 au regard des précédentes conférences de ce type.

Ces chiffres pourront évoluer en fonction du nombre d'inscriptions et de leurs éventuelles annulations.

A titre d'information, le nombre de personnes minimum attendu est de 650 pour chacun des lots 2 et 3.

En ce qui concerne le lot 1, le nombre de personnes minimum attendu est de 500 en ce qui concerne les déjeuners.

En tout état de cause, ces informations n'ont aucun caractère contractuel et ne peuvent être invoquées au titre de demandes indemnitaires.

Article 19. Résiliation deux

Le présent marché peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

En cas de résiliation du marché aux torts du Titulaire ou de liquidation judiciaire, les produits ou matériels livrés ainsi que les fournitures complémentaires mises en place par le Titulaire dans les locaux, deviennent propriété de l'émetteur du bon de commande.

Toutefois, après son expiration ou après résiliation comme spécifié ci-dessus, les deux parties demeurent liées du fait des prestations ou de règlements qui resteraient à effectuer.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut à la date de sa notification.

Résiliation pour faute du titulaire :

En plus des cas prévus par l'article 41 du CCAG/FCS, le marché pourra aussi être résilié par le pouvoir adjudicateur pour faute du titulaire en cas d'inexécution, de mauvaise exécution, de non-respect ou violations d'une ou de plusieurs prescriptions contractuelles.

L'administration signale les défaillances au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou **par mail avec AR**. Ce courrier a valeur de mise en demeure. Le titulaire a **15 jours pour présenter ses observations**, ainsi que le cas échéant, les conditions et les moyens qu'il entend mettre en œuvre pour respecter ses engagements.

Passé ce délai, ou si l'administration constate que malgré son avertissement le titulaire ne respecte toujours pas ses obligations contractuelles, le marché peut alors être résilié sans autre mise en demeure et sans préavis au titulaire.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité en cas de résiliation pour faute.

Changement de situation des opérateurs économiques au regard des interdictions de soumissionner :

En application de l'article L2195-4 du Code de la commande publique relative aux marchés publics, lorsqu'un opérateur économique est au cours de l'exécution du marché public, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la commande publique susvisée ayant pour effet de l'exclure d'un marché public, l'acheteur peut résilier le marché public pour ce motif. Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité en cas de résiliation.

Article 20. Litiges

- Différends

Préalablement à tout recours contentieux, le Comité Consultatif Inter Régional de Règlement Amiable (CCIRRA) pourra être saisi, soit par le pouvoir adjudicateur, soit par le titulaire dans les conditions fixées aux articles R2197-1, et R2197-15 du Code de la commande publique.

L'expert amiable doit formuler ses propositions et tenter de concilier les parties dans un délai d'un mois à compter de la saisine. Il établit un rapport. Ce rapport ne peut servir dans le cas d'une procédure d'expertise contentieuse ou dans le cadre d'un recours contentieux. En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

- Litiges

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français.

Le CNRS et le titulaire déclarent élire domicile à leurs sièges respectifs et s'en remettre au tribunal administratif de la ville de Marseille pour le règlement des litiges éventuels afférents au présent marché.

Le Tribunal Administratif de Marseille est seul compétent pour connaître des litiges qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

Article 21. Stipulation particulière

Toute modification au CCAP, au CCTP ou à l'acte d'engagement est nulle et non avenue.

Article 22. Dérogations au CCAG-FCS

| Articles du présent CCAP dérogeant au CCAG/FCS : | Articles du CCAG/FCS auxquels il est dérogé : |
|--|---|
| Article 16 - Pénalités | Article 14.1.2 |
| Article 16 - Pénalités | Article 14.1.3 |